

# FLASH ÉCONOMIE

## RECHERCHE ÉCONOMIQUE

17 juillet 2012 – N° 508

### **La solidarité avec les autres pays de la zone euro est-elle incompatible avec la stratégie fondamentale de l'Allemagne : rester compétitive au niveau mondial ? La réponse est oui**

*Pour sortir de la crise de la zone euro, il faudrait une solidarité qui ne concerne pas seulement les réponses à la crise financière mais aussi les économies réelles : mutualisation des politiques de soutien à l'emploi, aux implantations des entreprises, dans les pays en difficulté.*

*Cette solidarité dans le domaine des économies réelles aurait bien sûr un coût pour l'Allemagne, que nous essayons d'évaluer. La question centrale pour savoir si l'Allemagne peut accepter cette solidarité dans le soutien aux économies réelles est de savoir si elle menacerait d'être contradictoire avec la stratégie fondamentale de l'Allemagne qui est de rester compétitive au niveau mondial.*

*S'il y a contradiction, cette solidarité sera probablement rejetée par l'Allemagne même si ce rejet implique une grande faiblesse de pays européens clients de l'Allemagne. La taille des transferts nécessaires est tellement grande (12 points de PIB de l'Allemagne) qu'elle serait évidemment rejetée.*

RECHERCHE ECONOMIQUE

Rédacteur :

**Patrick ARTUS**

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

## Solidarité vis-à-vis aussi des économies réelles ?

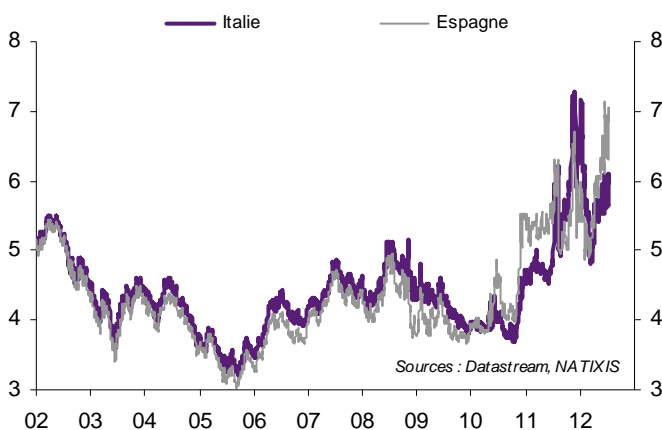
Les pays de la zone euro ont mis en place **des mécanismes de solidarité pour lutter contre les crises financières** :

- recapitalisation des banques espagnoles en difficulté ;
- soutien au financement des Etats par l'EFSF-ESM et, très probablement en cas de crise grave, par la BCE.

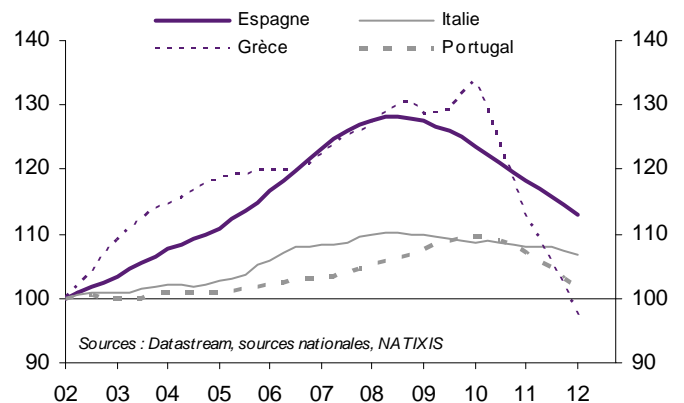
Mais même si ceci évite les faillites bancaires, limite la hausse des taux d'intérêt sur les dettes publiques (**graphique 1**), **cette solidarité dans la lutte contre les crises financières de la zone euro ne permet pas de redresser les économies réelles de la zone euro ; elle évite simplement le pire dans le domaine financier.**

En effet, on observe **la poursuite de la dégradation des économies réelles des pays en difficulté** : recul des revenus salariaux (**graphique 2a**), de l'effort d'investissement (**graphique 2b**), de la demande intérieure (**graphique 2c**) et de l'activité (**graphique 2d**), hausse du chômage (**graphique 2e**), tout ceci ne permettant pas de faire disparaître les déficits extérieurs (**graphique 2f**) et encore moins les déficits publics (**graphiques 3a à 3d**).

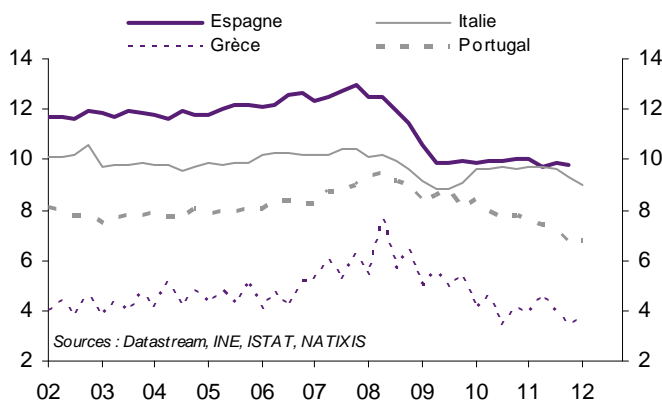
**Graphique 1**  
Taux d'intérêt à 10 ans sur les emprunts d'Etat



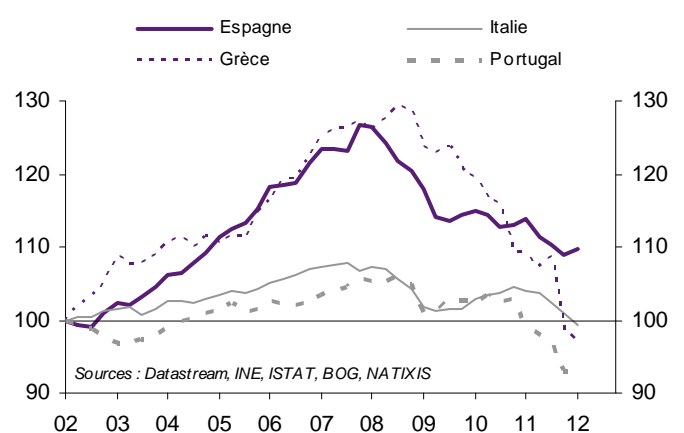
**Graphique 2a**  
Masse salariale réelle (déflatée par prix de consommation, 100 en 2002:1)



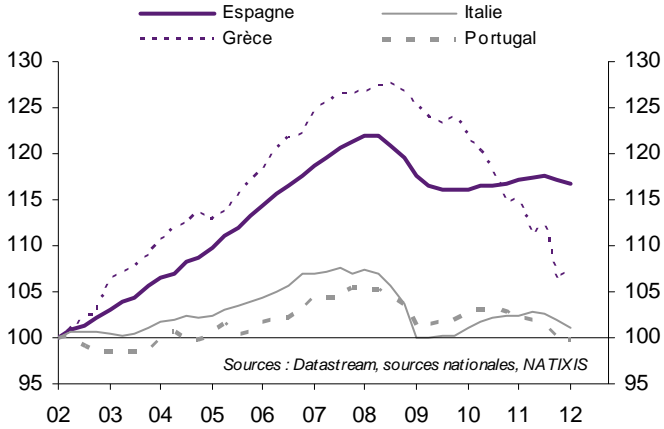
**Graphique 2b**  
Investissement total des entreprises (volume, en % du PIB)



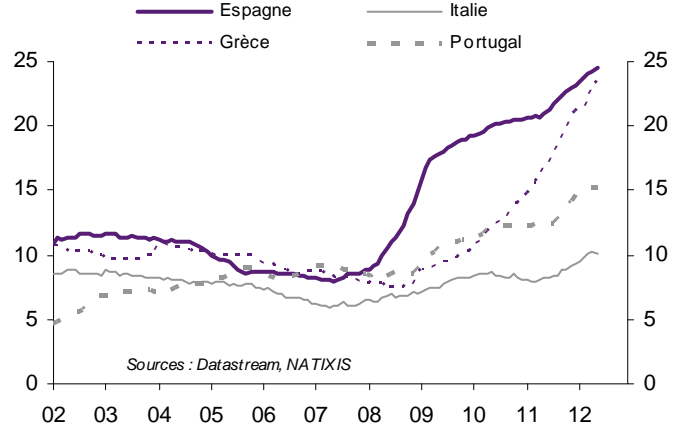
**Graphique 2c**  
Demande intérieure (volume, 100 en 2002:1)



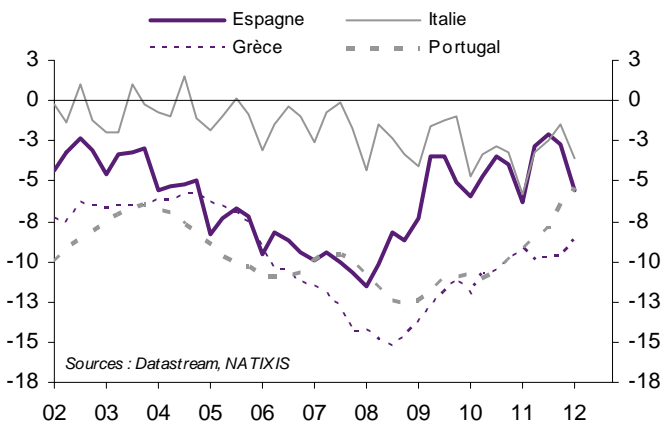
**Graphique 2d**  
**PIB volume (100 en 2002:1)**



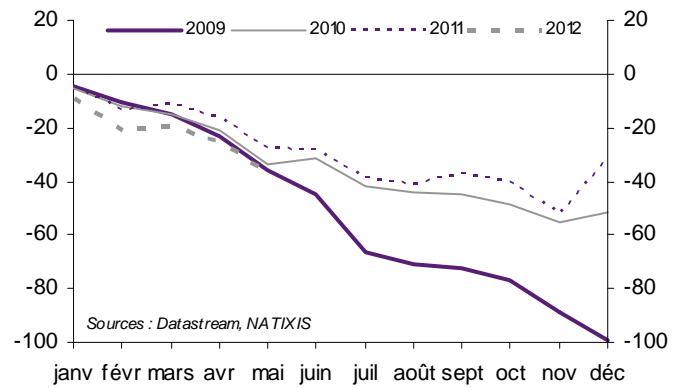
**Graphique 2e**  
**Taux de chômage**



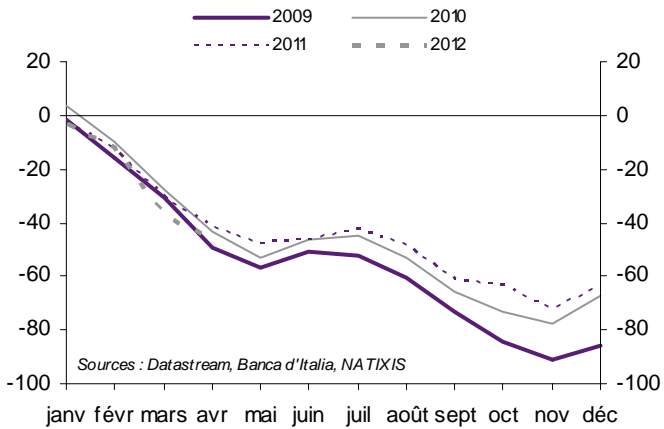
**Graphique 2f**  
**Balance courante (en % du PIB)**



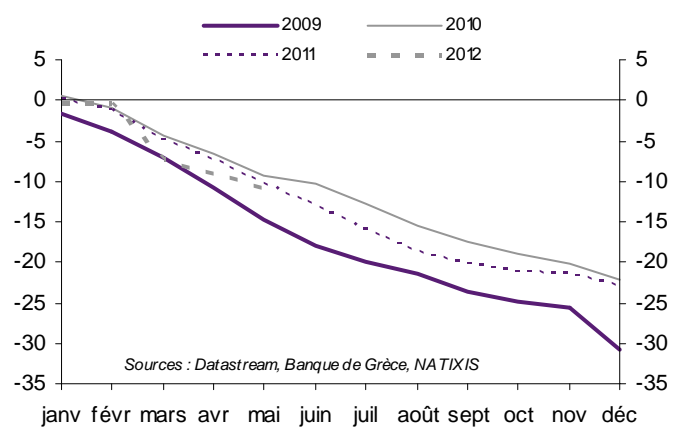
**Graphique 3a**  
**Espagne : déficit public cumulé (en Mds d'euros)**



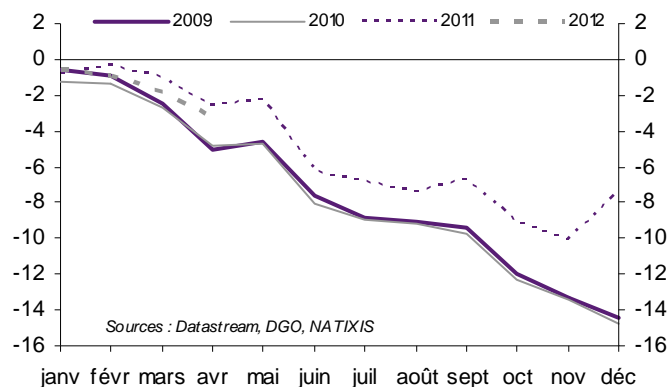
**Graphique 3b**  
**Italie : déficit public cumulé (en Mds d'euros)**



**Graphique 3c**  
**Grèce : déficit public cumulé (en Mds d'euros)**



**Graphique 3d**  
Portugal : déficit public cumulé  
(en Mds d'euros)



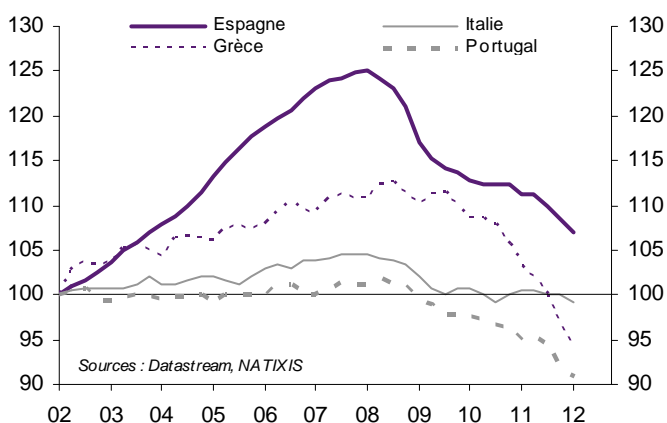
On voit bien s'enclencher **une spirale dépressive instable** : baisse de l'activité, donc absence de réduction des déficits budgétaires et politiques budgétaires encore plus restrictives ; donc hausse du chômage et baisse encore plus forte des salaires ; donc baisse de l'investissement des entreprises, donc de la croissance potentielle, et aggravation de la crise d'insolvabilité.

Il faudrait donc **aider ces pays à sortir de cette spirale** : comment les opinions pourront-elles accepter un chômage beaucoup plus élevé s'il ne permet même pas de réduire les déficits publics ? Ceci implique **d'étendre la solidarité européenne de la réponse à la crise financière à la réponse à la crise des économies réelles**.

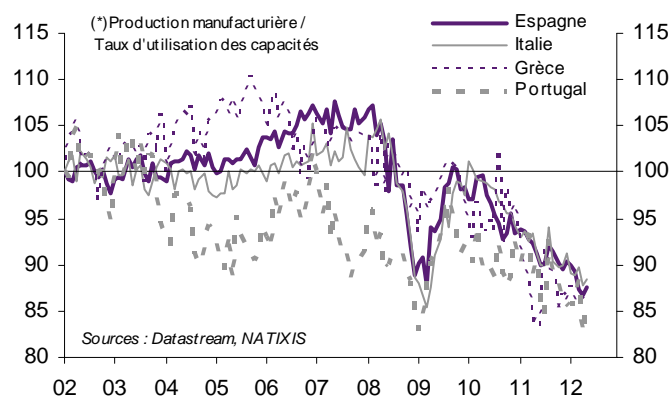
**Solidarité dans le domaine des économies réelles**

Il s'agit d'aider les pays en difficulté à créer des emplois (**graphique 4a**), à attirer des activités nouvelles, de préférence dans les secteurs exportateurs (**graphique 4b**).

**Graphique 4a**  
Emploi total (100 en 2002:1)



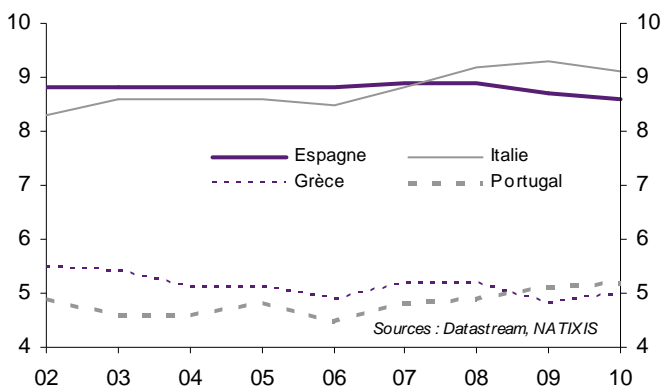
**Graphique 4b**  
Capacité de production\* manufacturière  
(100 en 2002:1)



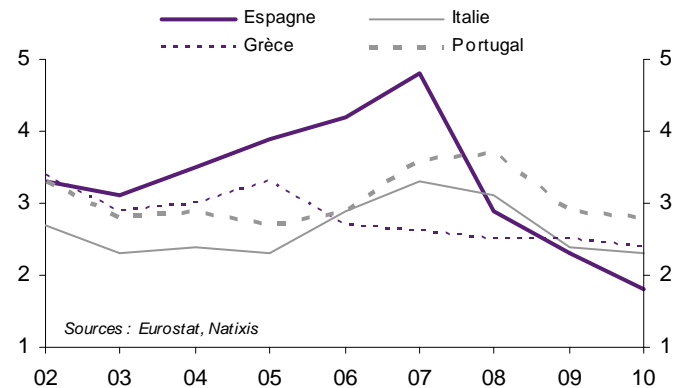
Pour cela, il peut s'agir :

- **de baisser les charges sociales des entreprises (graphique 5a)** dans les pays en difficulté **pour baisser le coût travail** et favoriser la création d'emplois, cette baisse des charges étant financée par l'ensemble des pays européens ;
- **d'accroître la profitabilité des entreprises en réduisant la taxation des profits (graphique 5b)**, de manière à rendre ces pays plus attractifs pour les investissements.

**Graphique 5a**  
Cotisations sociales (contributions des employeurs, en % du PIB valeur)

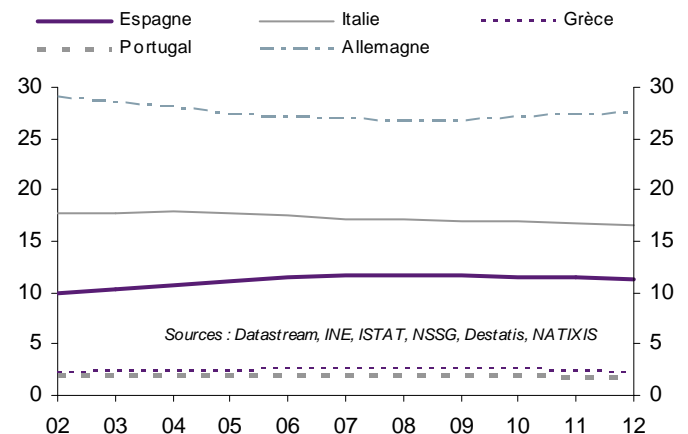


**Graphique 5b**  
Taxation des profits des entreprises (impôts directs, en % du PIB)



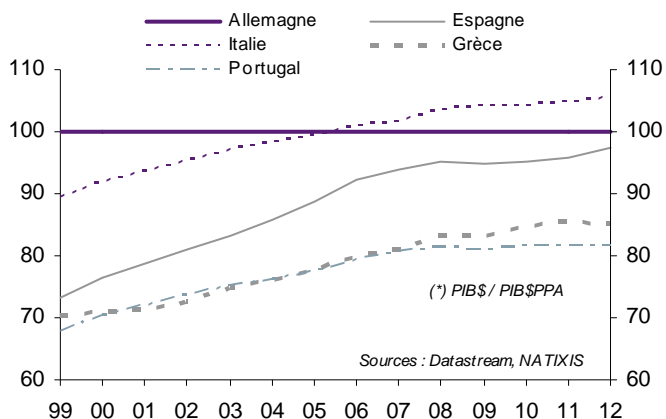
L'objet de ces politiques est d'augmenter l'attractivité de ces pays pour les entreprises industrielles, plus généralement des secteurs exposés. **Ces politiques étant financées par l'ensemble des pays de la zone euro, elles ont un coût pour ces pays, en particulier pour l'Allemagne, qu'on peut supposer être au prorata du poids de l'Allemagne dans le PIB de la zone euro (graphique 6).**

**Graphique 6**  
PIB en valeur (en % du PIB de la zone euro)

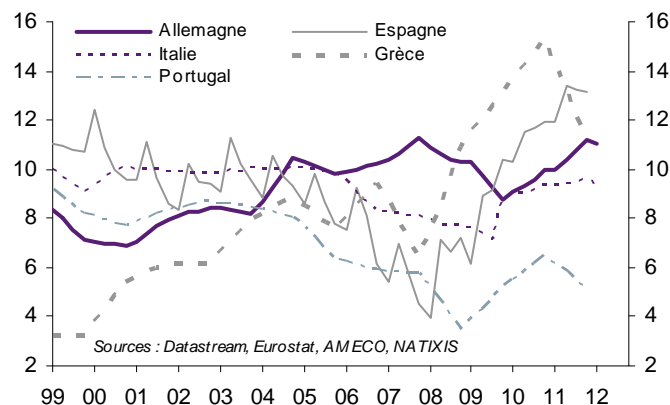


**Quel pourrait alors être le coût pour l'Allemagne de cette politique de mutualisation du soutien à la création d'emplois et d'activités dans les pays en difficulté ? Regardons les niveaux des coûts salariaux unitaires dans ces pays (graphique 7a) et des taux de profit (graphique 7b).**

**Graphique 7a**  
Coût salarial unitaire\* (Allemagne = 100)



**Graphique 7b**  
Profits après taxes, intérêts et dividendes  
(en % du PIB)



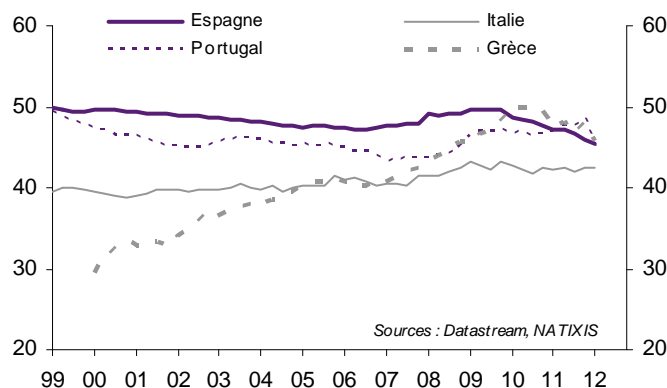
L'objectif pourrait être :

- de ramener le coût salarial unitaire des pays, relativement à l'Allemagne, à son niveau de 1999 ;
- d'amener le taux de profit des pays au niveau de celui de l'Allemagne pour les pays où il est inférieur.

Compte tenu des niveaux de coûts salariaux (graphique 7a), des profits (graphique 7b), du poids des salaires (graphique 7c) et de la structure du PIB (graphique 6 plus haut), cette politique coûterait à l'Allemagne 12,7 point de PIB en transferts aux 4 pays en difficulté ; ceci correspond à :

- 10,8 points de PIB (de l'Espagne) de soutien pour l'Espagne ;
- 13,1 points de PIB (de l'Italie) pour l'Italie ;
- 12,3 points de PIB (du Portugal) pour le Portugal ;
- 6,1 points de PIB (de la Grèce) pour la Grèce.

**Graphique 7c**  
Masse salariale y compris charges sociales  
(en % du PIB)

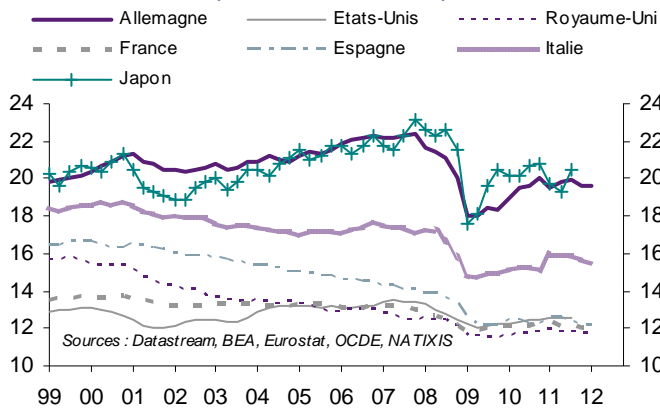


**Synthèse : cette stratégie est-elle acceptable par l'Allemagne ?**

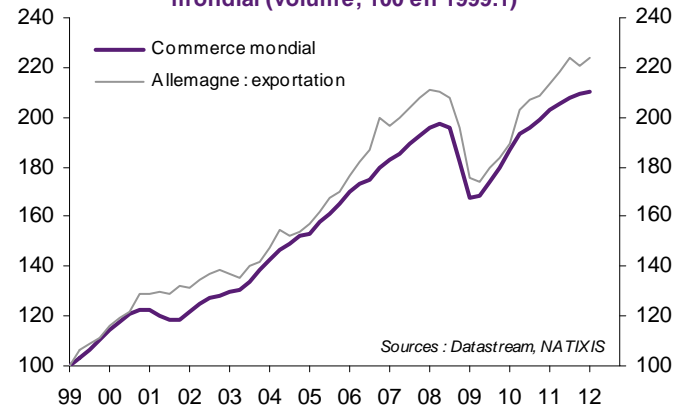
Si la solidarité entre pays de la zone euro ne s'étend pas de la défense face aux crises financières au soutien aux économies réelles des pays en difficulté, la crise de la zone euro va s'aggraver parce que les spirales déflationnistes dans lesquelles ces pays sont pris vont se poursuivre. **Mais passer à ce type de mutualisation des politiques de l'économie réelle est-il acceptable pour l'Allemagne ?**

Nous avons évalué le coût pour l'Allemagne de ce type de politique mutualisée des économies réelles (coût unitaire du travail ramené à son niveau de 1999, profitabilité ramenée au moins au niveau allemand) à 12,7 points du PIB de l'Allemagne. On sait que **le centre de la politique économique de l'Allemagne est que l'Allemagne reste compétitive au niveau mondial**, compte tenu du niveau de gamme des produits qu'elle fabrique. Ceci permet à l'Allemagne de maintenir une industrie de grande taille (**graphique 8a**), qui ne perd pas de parts de marché (**graphique 8b**).

**Graphique 8a**  
Valeur ajoutée manufacturière  
(volume, en % du PIB)



**Graphique 8b**  
Exportations de l'Allemagne et commerce mondial  
(volume, 100 en 1999:1)



Une hausse de 12,7 points de PIB de la pression fiscale en Allemagne, nécessaire pour financer l'aide aux créations d'emplois dans les pays en difficulté, conduirait (**graphique 9**) évidemment à une destruction de la compétitivité internationale de l'Allemagne, et n'est donc pas envisageable.

**Graphique 9**  
Pression fiscale (en % du PIB)

